

- critique plus ouvertement l'envoi d'armes par des pays socialistes;
- Le président Duarte était un réformiste modéré qui est pris entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite. Il méritait qu'on lui donne une chance de régler le conflit politique qui déchirait son pays;
  - Le Canada a appuyé la tenue d'élections en mars 1982. Conscient des difficultés de tenir un scrutin pendant que se poursuivait une guerre civile, le gouvernement canadien estimait néanmoins que des élections, c'était mieux que rien. Les élections ne seraient peut-être pas parfaites, mais ce n'était pas à nous de dire à un pays souverain comment tenir des élections;
  - Le Canada n'a pas envoyé d'observateurs à ces élections parce qu'il estimait que ceux-ci ne pourraient pas jouer pleinement et librement leur rôle.

### L'influence du Canada

Examinons les éléments les plus critiqués de cette politique.

Le gouvernement canadien explique son hésitation à s'impliquer activement dans la situation au Salvador et à prendre des initiatives, par l'absence de liens traditionnels entre notre pays et le Salvador. Selon le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, Mark MacGuigan, cette absence de liens traditionnels et d'intérêts canadiens au Salvador empêche le Canada de juger correctement de la situation:

*"... Nous connaissons beaucoup moins les problèmes du Salvador et pouvons beaucoup moins influencer leur solution que bien d'autres pays. Toute politique canadienne doit tenir compte de ces restrictions."* (Débat à la Chambre des Communes, 9 mars 1981. HANSARD, p. 8036.)

Il est certain que le Canada ne peut avoir autant d'influence dans la région que les Etats-Unis ou le Mexique. Néanmoins, et cela paraît contradictoire, le ministre avouait lui-même en mars dernier, lors de son passage à New York, que le Canada pourrait contribuer à une solution au conflit après les élections grâce à la "haute crédibilité" dont notre pays bénéficie dans la région. De plus, devant le sous-comité des Communes chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, le colonel Adolfo Majano, ancien chef d'Etat du Salvador, déclarait le 1er avril dernier:

*"... Le gouvernement canadien peut jouer un rôle très important... Ma principale recommandation serait qu'il s'affirme en faveur d'un processus de négociations dans sa politique et également qu'il utilise l'influence dont il jouit à Washington. Je dis cela car je crois que le Canada est très respecté, tant par les Etats-Unis que par nos pays, à cause de sa tradition démocratique. Pour ces raisons, j'estime que le Canada est très bien placé pour avoir de l'influence au Salvador."* (Devant le sous-comité du comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles. 1er avril 1982, p. 18:13.)

Nous nous demandons, par ailleurs, comment le gouvernement canadien peut dire être trop ignorant de la situation pour prendre une part active au règlement du problème salvadorien, mais prétendre en connaître assez pour appuyer la tenue d'élections contestées par de très nombreux observateurs salvadoriens et étrangers.